

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois... 15 f.
Six mois... 28
Un an... 44
L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GERANT : J. MARBOUX

Nord de la France :
Trois mois... 15 f.
Six mois... 28
Un an... 44

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Babin, libraire, rue Grande-Chaussées ; A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 20 DÉCEMBRE 1870

Voir aux dernières nouvelles

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Tours, 9 décembre.

Le Gouvernement de la défense nationale,

Considérant que les mêmes circonstances réclament du Gouvernement les mêmes décisions qui ont été prises le 11 novembre dernier ;

Décète :

Le délai accordé par le décret du 13 novembre dernier pour le paiement des effets de commerce, est prorogé jusqu'au 15 janvier 1871.

Le surplus des dispositions du décret demeure maintenu.

Fait à Tours, le 9 décembre 1870.

Signé : AD CRÉMIEUX, LÉON GAMBETTA, GLAIS-BIZOIN, FOURICHON.

Bordeaux, dimanche, 18 décembre.

Un décret du 16 décembre transfère le conseil de guerre et de révision de Bourges à Moulins.

Le Moniteur constate que le général Faidherbe tient dans le Nord les Prussiens en échec.

Nuits et Autun ont été réoccupés.

Beaune n'est plus menacé.

Divers journaux de Bordeaux parlent vaguement d'une tentative de mouvement révolutionnaire à Paris dans lequel Flourens aurait été blessé et Blanqui tué.

Flourens aurait ensuite été mis en prison. Jusqu'ici ces nouvelles ne sont nullement confirmées.

On annonce que dans les cercles officiels on n'a reçu aucune nouvelle de Paris.

Le sous-préfet et l'administration de Vendôme ont quitté cette ville le 16 au matin.

On a fait sauter le pont du chemin de fer sur la Loire immédiatement après leur départ. Les Prussiens ont tiré sur un train, au moment de son départ.

Les Prussiens se concentrent, d'après toutes les apparences, sur la Loire, en abandonnant la ligne du Cher.

Ils ont quitté Saint-Aignan et Montrichard.

Ils ont établi un camp retranché de 8,000 à 10,000 hommes à Candé, avec un poste avancé à la Mothe-Chaumont et une suite de ponts à Pont-Levoy.

Les éclaireurs prussiens ont été vus à Louvigny, Stregle, Vallière-les-Glandes.

Des détails sur l'affaire du 14 constatent que le combat a été très-violent, et s'est étendu de Moré à Vendôme.

Les Prussiens occupaient les hauteurs sur la rive gauche de la Loire, avec de l'artillerie.

Ils possédaient le chemin de fer et la rive droite de la Loire.

Avant de concentrer le mouvement vers l'ouest, le 13, le général Chanzy a détruit les ponts de la Loire ; il y a eu huit engagements hier, mais il a maintenu son front intact.

Bordeaux, 18 décembre.

Hier ont eu lieu de légers engagements. La situation du général Chanzy est toujours bonne.

Le gouvernement évacue la victoire des garibaldiens et l'évacuation de Dijon par les Prussiens.

Londres, 17 décembre.

On assure que la Russie a répondu qu'elle discutera les faits avancés par la Prusse. Si la violation du traité est prouvée et que le Luxembourg n'offre pas de garanties à l'avenir, la Prusse est justifiée de se délier du traité violé par le Luxembourg.

Londres, 19 décembre.

Une lettre de M. Gladstone annonce que les prisonniers français seront prochainement mis en liberté, sous la condition qu'ils quitteront le Royaume-Uni et qu'ils n'y reviendront plus.

Le Times publie une circulaire de M. de Bismark relativement au Luxembourg. Il réserve à la Prusse le droit de demander une indemnité.

Les prisonniers français dans le Brandebourg ont donné récemment des signes de révolte.

Le duc de Gramont est arrivé à Saint-Petersbourg.

Le Morning-Post dit : « Nous croyons savoir que des négociations sont rouvertes pour obtenir un armistice, afin d'assembler un congrès et terminer la guerre. Les pourparlers sont appuyés par les puissances neutres. Tout dépend de la décision de Versailles. »

Le Parlement anglais se réunira le 1er février. Il sera présenté des bills pour augmenter les effectifs militaires et maritimes du pays.

Le correspondant du Daily-News annonce de Versailles que des masses de troupes françaises sont concentrées à Vincennes. Une sortie est attendue.

Le Daily Telegraph dit que la conférence pour la question d'Orient ne se réunira pas avant le mois prochain.

Luxembourg, 18 décembre.

La réponse du gouvernement grand-ducal à la Note prussienne est partielle pour Berlin. Tous les points de cette Note sont réfutés.

Madrid, 16 décembre.

L'Impartial dit que le ministre des finances, conformément à l'autorisation accordée par la commission du budget, a décidé d'émettre des bons du trésor payables à quatre, six, huit, douze et dix-huit mois.

Le bruit court que le ministre de la marine a donné sa démission.

Madrid, 17 décembre.

Cortès. — M. Garcia Ruis demande pourquoi M. Olzaga a quitté son ambassade. M. Sagasta répond qu'il a reconnu le gouvernement de la défense nationale, mais que M. Jules Favre n'a jamais parlé de la République. M. Olzaga n'a pas été nommé parce que la France n'a pas d'ambassadeur en Espagne.

M. Sagasta répond à M. Bugalla que les paroles du président des Etats-Unis n'ont aucune gravité. L'Espagne accepterait une commission mixte.

M. Sagasta espère que la question égyptienne s'arrangera, sinon il agirait avec décision et énergie.

M. Moret dit que le déficit des recettes sur les dépenses des deux dernières années s'élève à 333 millions.

Il a les ressources pour le semestre de la dette extérieure et intérieure.

Il propose une émission de 900 millions de réaux, en bons du trésor, échelonnés sur 18 mois, produisant 12 pour 100 et amortissables.

Quant au taux de l'impôt, il soutient l'impôt personnel.

Il n'est pas partisan d'augmenter les bases des impôts, mais de les faire produire le plus possible.

M. Moret s'oppose à de nouveaux emprunts. Il déclare qu'il est impossible de toucher à la dette sans un accord avec les porteurs. Il peut faire cinquante millions d'économies au moyen de certaines combinaisons. Il peut réduire de moitié les classes passives et obtenir 200 millions de rentes en plus.

Dans une réunion de 140 députés des Cortès, M. Sagasta a exposé la nécessité de fermer la période constituante, vu l'arrivée du Roi. Un débat animé s'est engagé.

M. Martos a proposé la nomination d'une commission chargée de faire une proposition.

Il a été présentée une proposition autorisant la dissolution des Cortès après le serment du roi.

Cette proposition a été approuvée à l'unanimité.

Copenhague, 18 décembre.

La station des signaux de Skagen annonce que le 10 décembre, une corvette française croisait dans la Skager Kak.

Depuis lors on n'a plus vu ici aucun navire français.

Dépêches prussiennes

Berlin, 18 décembre.

Suivant le Staatsanzeiger, la nécessité se fait maintenant sentir de cerner la forteresse de Langres et de mettre fin aux menées des francs-tireurs qui s'y trouvent.

Berlin, lundi, 19 décembre.

Officiel. — Le 16, le 10e corps d'armée a livré un combat, à la suite duquel il a occupé Vendôme et pris six canons et une mitrailleuse.

Le 17, Epuisay a été occupé. Après un léger combat, nous avons fait deux cents et trente prisonniers.

Des papiers capturés, appartenant au général Chanzy, qui commande au nord de la Loire, constatent que les forces ennemies ont diminué de moitié.

Des colonnes dirigées de Chartres contre l'ennemi ont soutenu, à Droul, un combat victorieux contre six bataillons.

L'ennemi a eu plus de 100 hommes tués. Plusieurs fourgons et un transport de bestiaux sont tombés entre nos mains.

Nous avons perdu 1 officier et avons eu 35 hommes blessés, la plupart légèrement.

Sarrebruck, 18 décembre.

On annonce de Versailles, en date du 15, que l'arrivée de la députation chargée de remettre l'Adresse du Reichstag, est annoncée pour demain. Des logements ont été retenus.

Le général russe, prince Wittgenstein plénipotentiaire militaire près du gouvernement français, est arrivé ici venant de Paris.

Hier et aujourd'hui les forts sont restés silencieux.

Des masses de déserteurs de Paris ont été renvoyés. L'ordre a été donné de n'en recevoir aucun.

En attendant, comme le dit audacieusement le Moniteur de Berlin « que l'armée prussienne entre triomphante à Paris, au milieu des morts et des mourants. » Paris qui résiste depuis trois mois, continue à donner au monde, l'exemple d'une abnégation et d'un courage héroïques. Bien que les forts, depuis quelques jours, soient complètement silencieux, les assiégés s'attendent à un prochain combat et ont renforcé leurs ouvrages. — Une dépêche d'origine allemande dit que « le silence des forts de Paris irrite les assiégés » qui se demandent de quel côté viendra cette fois-ci l'attaque qu'ils prévoient. »

Le correspondant du Daily-News écrit aussi de Versailles, que les assiégés se massent depuis quelques jours à Vincennes et que l'on s'attend à une nouvelle sortie. C'est l'imminence de cette perspective qui a fait accélérer à Versailles, l'envoi de nouveaux engins de siège vers Paris.

On a fort peu de renseignements sur les opérations de l'armée d'Orléans. Les Prussiens semblent abandonner la ligne du Cher pour se concentrer fortement sur la Loire où ils ont déjà une artillerie importante.

Le Morning-Post s'évertue à faire supposer que de nouvelles négociations ont été rouvertes pour obtenir un armistice et assembler un congrès dans le but de terminer la guerre. — C'est en Angleterre que les bruits récents d'armistice et de paix ont pris naissance. Il n'y a rien de sérieux dans ces bruits qui sont répandus avec l'intention, de la part de la Prusse, de faire croire à la cessation possible des hostilités.

La Prusse désire la paix, surtout depuis que de toutes parts, on signale le découragement de ses soldats ; surtout depuis qu'elle ne peut ignorer que la France est plus que jamais décidée à une résistance à outrance. La difficulté de placer et de rapprocher ses batteries des murs de Paris entre pour beaucoup dans le découragement de l'état-major prussien.

Le Daily-News affirme d'une façon positive que Paris n'éprouve, à l'heure qu'il est aucune privation et qu'on y aura des vivres jusqu'au mois d'avril.

J. R.

Les bruits d'armistice en préparation et même de négociations imminentes pour la conclusion de la paix, dit l'Indépendance, recommencent à courir en Angleterre. C'est le Morning-Post qui s'en fait aujourd'hui le propagateur ; même il en parle de façon à donner à penser que des propositions ont été soumises à Versailles, avec l'approbation et l'appui de toutes les puissances neutres et qu'on attend la décision du roi Guillaume et de ses alliés. Nous n'osons rien appris qui soit de nature à donner quelque fondement à ces rumeurs d'apparence de fondement ; mais nous ne nous croyons pas bien qu'elles ne s'évalent en fumée comme toutes celles de ce genre qui se sont succédées, depuis le retour de M. Thiers du quartier-

général prussien. Aussi, tout en nous croyant tenus à ne les point céder à nos lecteurs ne les reproduisons-nous que sous la plus formelle réserve du bénéfice d'inventaire.

Les opérations des armées continuent au midi de la Loire, mais nous sommes toujours fort peu renseignés sur ce qui s'y rapporte. Il ne paraît pas qu'il y ait eu autre chose, ces jours derniers, que des engagements sans importance, et une dépêche de Bordeaux assure que la situation du général Chanzy est toujours bonne. Rien de plus.

Depuis le 2 décembre il n'y a plus eu d'opérations devant Paris. Même les forts de la place sont devenus silencieux. Des télégrammes d'origine allemande, les uns de Versailles, les autres de Berlin, signalent l'envoi d'engins de siège vers Paris et de nombreuses sorties de déserteurs de cette ville. Ordre aurait été donné de n'en recevoir aucun aux avant-postes.

D'autre part, le correspondant du Daily-News mande de Versailles à ce journal que les assiégés se massent de nouveau à Vincennes et qu'on en conclut à l'imminence d'une nouvelle attaque.

Cologne, 18 décembre.

L'agitation bonapartiste continue avec une singulière persistance. La Gazette de Cologne publie ce matin l'analyse d'une brochure qui vient de paraître à Londres et qui est généralement attribuée à M. Rouher. Elle porte la date du 4 décembre et porte le titre : Trois mois de la vie d'un préfet impérial.

Le but de cet ouvrage est de dégrader la responsabilité personnelle de l'Empereur de tous les événements qui ont suivi la retraite du ministère Rouher. Selon l'auteur, l'opposition seule serait responsable de ces événements, et c'est à elle qu'incombent tous les maux qui ont suivi la déroute de Sedan.

Le fait est avéré, l'accord qui doit avoir existé entre la Prusse et la Russie, non seulement pour l'éventualité d'une guerre avec la France, mais aussi pour la voie à suivre à l'effet de rendre cette guerre inévitable. Cette partie de l'écrit, qui froisse ouvertement les susceptibilités de la Prusse, semble destinée à éloigner l'idée d'une convivence entre le prisonnier de Wilhelmshöhe et M. de Bismark, connivence cependant, sans laquelle toute restauration bonapartiste est évidemment impossible.

L'auteur de la brochure propose une solution à l'état actuel des choses qui ne permet pas, dit-il, au roi Guillaume de faire la paix. Une assemblée régulière des représentants de la France étant impossible, il voudrait qu'après la prise de Paris, il fut procédé à un plébiscite sur la question de savoir s'il faut, oui ou non, cesser les hostilités. L'auteur ne dit pas qui représenterait l'autorité centrale dans l'organisation de ce vote plébiscitaire ; il ne se prononce pas non plus sur le point de savoir avec qui la Prusse traiterait, dans le cas où le plébiscite se prononcerait en faveur de la paix ; mais comme il se place sur ce terrain légal, sur lequel l'ancien Corps législatif et l'ex-régent sont, à l'heure qu'il est, les seuls pouvoirs reconnus, il est sous-entendu que le plébiscite resusciterait ces anciens auteurs, et que ce serait avec eux que le roi Guillaume traiterait les futures destinées de la France.

Une de ces solutions venues de Londres, la Gazette de Cologne en indique une autre, sur laquelle j'ai depuis longtemps appelé votre attention. Elle publie une dépêche adressée par M. de Bismark au ministre de Prusse à Londres, au sujet de la future conférence européenne. Le chancelier annonce, dans cette dépêche, que, dès la date du 2 décembre, il avait réussi à recueillir l'adhésion de toutes les puissances signataires du traité de Paris, à l'ouverture de la conférence ; le cabinet de Saint-Petersbourg y avait adhéré le 27 novembre ; le gouvernement italien le 28 ; le grand vizir au nom du Sultan, à la date du 1er décembre, et le gouvernement autrichien à la date du 2. — M. de Bismark ne dit pas si, ni à quelle date il a sollicité un acte d'adhésion de la France. J'ai déjà dit comment il semble résulter de sa communication au comte de Bernstoff, qu'il ne se soucie guère de l'obtenir.

En dépit des télégrammes de Berlin qui sont occupés du programme de cette conférence, vous verrez que ce programme est bien au-delà de ce que M. de Bismark a eu soin de placer, à côté de sa circulaire à lui, relative à la conférence, sa circulaire à lui, relative à la conférence de Luxembourg. Celle-ci est de bien plus près que la note russe, à la question prusso-française ; elle appellera forcément l'attention de la conférence sur les faits de guerre accomplis depuis le mois de juillet et de là à une délibération commune sur la pacification de l'Europe, il n'y aura plus qu'un pas.

Dans sa dépêche au ministre de Prusse, le chancelier se montre très-impatient de voir aboutir la conférence. Il demande formellement que le cabinet Anglais fixe au plus

tôt le jour de son ouverture. Je crois qu'il sera prochainement décidé à ce désir ; mais comme le Noël approche à grands pas, et que le Christmas n'admet pas des travaux de ce genre, ce ne sera probablement que du 28 au 31 décembre que les invitations seront lancées. Les puissances du reste, étant toutes d'accord pour se faire représenter à Londres par leurs ambassadeurs ou ministres ordinaires dans cette capitale, la conférence pourra s'ouvrir dès le lendemain de sa convocation.

Aucune nouvelle de quel intérêt ne nous est parvenue du théâtre de la guerre. (Courrier de l'Escaut.)

NOUVELLES D'ANGLETERRE

Londres, 17 décembre.

Much ado about nothing, se disaient ce matin les gros bonnets de la Cité en lisant le télégramme du Times, qui assure que le comte de Bismark s'est déclaré satisfait des explications que le gouvernement grand-ducal de Luxembourg a données au cabinet de la Confédération de l'Allemagne du Nord sur les faits qui avaient d'abord été interprétés à Versailles et à Berlin comme une violation de neutralité. La question du Luxembourg semble donc avoir été un feu de paille.

En tout cas, il est heureux que cette question aboutisse à une solution pacifique, car au conseil de cabinet, qui a eu lieu avant hier et qui s'est prolongé — chose exceptionnelle — jusqu'à 8 heures du soir, des divergences fort sensibles ont de nouveau éclaté parmi les ministres. Le parti de la paix y est représenté, sinon par les membres les plus considérables, du moins par une fraction numériquement fort respectable, et qu'on dit appuyée par une influence placée aussi haut que possible.

Il y a eu cette après-midi un autre conseil des ministres. Hier, lord Granville était allé à Windsor pour présenter à la Reine le nouveau ministre de Hollande, et soumettre à la sanction de Sa Majesté la réponse déclinant le traité de 1867, telle qu'elle a été faite.

La réponse de lord Granville établissait que la Prusse n'avait pas le droit de dénoncer un traité signé par elle et les autres grandes puissances ; que les accusations portées contre le grand-duché devaient être soumises au jugement de toutes les puissances garantes, qui aviseraient en conséquence ; et cela, d'autant plus qu'il n'y avait pas péril en la demeure.

(Indépendance.)

INFORMATIONS ET NOUVELLES

Les troupes prussiennes qui étaient à Chauny se sont retirées. Une reconnaissance partie d'Abbeville, a surpris un détachement ennemi à Poix, tué 3 hommes, pris 6 et 2 chevaux. On signale de tous côtés que les Prussiens sont inquiets et découragés.

Le correspondant du Times, à l'armée allemande de la Loire, lui écrit ce qui suit : « Le corps bavarois de cet armée était fort de 30,000 hommes lorsqu'il a quitté l'Allemagne. Il a assisté depuis lors à seize batailles sans recevoir de renforts, et le général Von der Tann n'a pas au-delà d'un effectif de 5,000 brunnettes. Dans ces derniers jours, des troupes de réserve sont venues d'Allemagne ; mais rien ne pourra remplacer les centaines de braves officiers dont les os blanchissent les plaines de la France. »

Ces pauvres Bavarois ! paient-ils assez cher le bonheur d'être incorporés à l'Empire de Guillaume ! Il est vrai que le futur Empereur n'épargne rien pour qu'il n'y ait plus un soldat bavarois sous les armes lorsqu'il prendra possession de la couronne, et il sera d'autant plus facile d'envoyer à la Bavière le pen d'autonomie et d'indépendance que la nouvelle Constitution allemande lui laissera. Voilà un roi de Bavière bien prévoyant et bien adroit !

Un télégramme de Versailles donne quelques indications plus précises sur les positions des armées qui ont en présence sur la Loire. Il est dit que le 17, les Allemands ont occupé Epuisay et qu'une de leurs mandes envoyée de Chartres contre les Français, a eu un combat à Droul.

Epuisay est un village situé sur la route qui conduit directement d'Orléans au Mans, à 20 kilomètres environ de Moré et de Fréteval sur la Loire, où ont eu lieu les combats du 15, signalés dans les dépêches d'hier. Droul se trouve à l'est de Chateaudun, également dans la direction du Mans.

Les plus âgés des hommes de la landwehr dit le correspondant du Daily-News à Berlin, ont été appelés maintenant ; ce sont ceux qui sont entrés dans l'armée en 1853. Quelques-uns d'entre eux qui avaient alors 23 ans, s'étant prévalus de la dernière limite accordée par la loi, ont atteint le maximum de 40 ans. Cette levée extraordinaire, qui permet de former 4 nouvelles divisions de Landwehr, est faite dans un but tout parti-